



Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE



GTMGENER
5f7242d5-2f3d-4058-a22c-69ac93ce5218

SPF Finances
Exp. : Avenue du Prince de Liège 133 bte 412 - 5100 Namur



2025-3409

Madame, Monsieur,

Ci-joint, vous trouverez un document qui vous est destiné.
Vous pourrez également le consulter dans **Myminf**, sous « Mes documents ».

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le SPF Finances



Gérez votre dossier sur
MYMINFIN.BE

Retrouvez des informations sur
FIN.BELGIUM.BE



Une question ?
Appelez-nous au **02 572 57 57** et introduisez le code direct **0094135674**

WWW.FIN.BELGIUM.BE

DOCUMENTATION PATRIMONIALE • SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL FINANCES





Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE



Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2
Exp. : Avenue Prince de Liège 133 B 412, 5100 JAMBES



Votre courrier du
24/10/2025


Votre référence :

Notre référence :
2025/3409 - DCS

Annexe(s) :
0

Bruxelles, le 13/11/2025

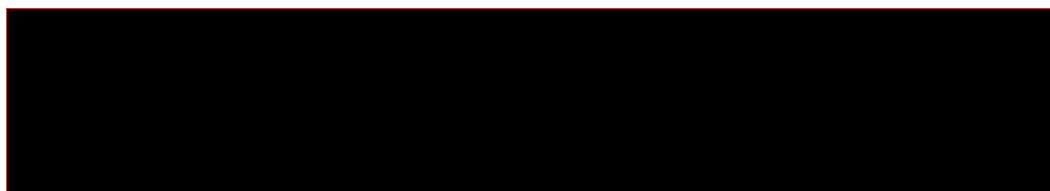
TITRE DE PROPRIETE

Le soussigné,  Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2 (compétent pour les communes d'ANDERLECHT, FOREST, SAINT-GILLES, UCCLE et WATERMAEL-BOITSFORT), certifie qu'au vu des documents dont il dispose à ce jour,

que le bien suivant :

Nature	MAISON 02A 48 CA
Division cadastrale	21013 SAINT-GILLES 1 DIVISION
Situation	AVENUE DUCPETIAUX 96
N° parcelle	21013 B 379 L 5 P0000

appartient à :



Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2
Avenue Prince de Liège 133 B 412, 5100 JAMBES
• Tél. : +32 (0)257 257 57
• E-mail : rzs.j.bureau.bruxelles2@minfin.fed.be



Consultez votre dossier en ligne sur
www.myminf.be



Titre :

Acquisition du bien par acte du [REDACTED] à Ixelles et du Notaire Boels Lucas à Saint-Gilles, le 17/11/2003, réf : 49-T-21/11/2003-12580

Vendeur :



Coût : 20,00 € payés par virement sous la référence : 2025/3409

Les renseignements vous sont délivrés sur base des actes, déclarations, attestations et documents tels qu'ils sont connus et repris à ce jour dans les fichiers de l'Administration. La responsabilité du comptable de l'Etat ne peut être engagée si ces renseignements tels qu'ils sont connus ont été fidèlement reproduits.